Handicap International contrainte de quitter le Burundi

@rib News,Â 07/01/2019Â â€“ SourceÂ Handicap International Handicap International, prÃ©sente au Burundi depuis 1992, annoncÃ© quitter "Ã grand regret" ce pays en raison notamment de l'obligation faite par le gouvernement burundais du "fichage ethnique" de ses employÃ©s.

Au Burundi (Afrique), l'organisation Handicap International "ne s'estime plus en mesure de mener ses projets en raison des dÃ©cisions du gouvernement local vis-Ã -vis des ONG internationales, notamment l'obligation du fichage ethnique de ses employÃ©s", prÃ©cise dans un communiquÃ© rendu public le 7 janvier 2019 l'association dont le siÃ¨ge est Ã Lyon. Pas de solution trouvÃ©e Les actions de toutes les ONG internationales prÃ©sentes au Burundi ont Ã©tÃ© suspendues par le gouvernement le 1erÂ octobre 2018. La condition posÃ©e pour leur redÃ©marrage est entre autres, un plan de mise en place de quotas ethniques au sein de leurs Ã©quipes, explique Handicap International. L'organisation a engagÃ© des discussions avec le gouvernement burundais, sans parvenir Ã trouver de solution. L'obligation d'Ã©tablir la composition ethnique de son personnel et de communiquer ces informations aux autoritÃ©s constitue pour l'ONG "une ligne rouge qu'elle n'entend pas franchir", ne voulant "pas Ãªtre complice d'une forme de discrimination ethnique". AprÃ¨s 26 ans de prÃ©sence En consÃ©quence, Handicap International "ferme son programme au Burundi, aprÃ¨s vingt-six ans de prÃ©sence et d'intervention" dans les domaines de la santÃ©, la rÃ©adaptation, l'Ã©ducation, la protection, l'insertion socio-Ã©conomique et l'appui aux associations. Plus globalement, l'association dÃ©plore que les capacitÃ©s d'action des ONG "se rÃ©duisent de plus en plus au Burundi, qui compte parmi les plus pauvres du monde, au dÃ©triment des populations les plus vulnÃ©rables". Par L'AFP pour Handicap.fr

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});